

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 30 avril au 7 mai 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine	2
En bref	2
Actualités macroéconomiques	2
CONJONCTURE	2
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	3
POLITIQUE MONETAIRE.....	3
Actualités commerce & investissement	3
COMMERCE	3
ATTRACTIVITE ET INVESTISSEMENT	4
SANCTIONS.....	4
Actualités financières.....	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5

Le chiffre de la semaine

Selon la Banque d'Angleterre, les opérations de *quantitative easing* et *tightening* effectuées depuis 2009 pourraient engendrer une perte comptable nette et actualisée de 85 Md£ sur toute la durée du programme. Sans prendre en compte l'ensemble des effets macroéconomiques de la politique monétaire non conventionnelle, ce chiffre peut être analysé comme le coût total supporté par le Trésor britannique pour la mise en œuvre de cette politique par la Banque d'Angleterre.

LE CHIFFRE À RETENIR

-85 Md£

En bref

Le ministre des affaires étrangères, David Cameron, s'est rendu en Arabie Saoudite à l'occasion du Forum économique mondial.

La ministre pour le Commerce et les Entreprises, Kemi Badenoch, s'est entretenue avec son homologue Singapourienne, Grace Fu.

Trois nouveaux individus font l'objet d'une désignation par les autorités britanniques au titre du régime de sanctions contre la corruption.

La première réunion du groupe de travail créé par le MoU signé entre le Royaume-Uni et la Floride s'est tenu à Tallahassee.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les dernières prévisions de l'OCDE pour le Royaume-Uni sont plus prudentes que celles des autres institutions. Alors que le FMI avait, le mois dernier, annoncé une croissance de 0,5% et une inflation de 2,5% en 2024 pour le Royaume-Uni, l'OCDE se veut moins optimiste en prévoyant 0,4% de croissance et 2,7% d'inflation. Ainsi, l'OCDE a revu à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie britannique par rapport au 0,7% de février. Parmi les pays du G7, l'OCDE place donc le Royaume-Uni à l'avant-dernière position pour ce qui est de la croissance (devant l'Allemagne), et en première position pour ce qui est de l'inflation.

Les prix de l'immobilier surprennent et continuent de baisser selon Nationwide. En avril, les prix ont connu une baisse mensuelle de 0,4%, à la suite d'une baisse de 0,2% en mars. Les économistes s'attendaient pourtant à une expansion de 0,2% ce mois-ci. Les chiffres d'avril correspondent à la contraction la plus marquée depuis avril 2023. Par ailleurs, la croissance annuelle des prix a également ralenti, s'élevant à 0,6% en avril

(après 1,6% en mars). Le prix moyen d'un logement était de 262 000£ en avril, légèrement en dessous du pic de 274 000 £ en août 2022, mais loin de la valeur pré-pandémie de 212 000£ en février 2020.

Les approbations de prêts hypothécaires en mars ont [atteint](#) leur plus haut niveau depuis 18 mois, selon la Banque d'Angleterre. Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 61 300 en mars (après 60 500 en février), soit un niveau dernièrement atteint en septembre 2022. Cette dynamique reflète une baisse du taux d'intérêt effectif sur les prêts hypothécaires nouvellement contractés, pour atteindre 4,73% en mars (-0,17 points). A l'inverse, les approbations nettes de réhypothèques ont diminué de 37 700 à 34 200 sur la même période.

Politique budgétaire

Le parti travailliste [prévoit](#) d'imposer la TVA sur les frais de scolarité dans le privé et les frais d'internat (*boarding school*), en cas de victoire aux prochaines élections générales. Annoncée dès 2021 par le leader du *Labour*, Keir Starmer, la fin de l'exemption de TVA des écoles privées vient d'être intégrée dans le programme du parti. Aussi, les frais d'internat seront également soumis à la TVA. L'application de 20% de TVA sur ces deux composantes devrait permettre de lever jusqu'à 1,5 Md£, redirigés vers le financement des écoles publiques. L'efficacité de la mesure dépend des réactions comportementales des parents d'élèves (décision de scolariser leurs enfants dans le privé) et des écoles (fixation des frais de scolarité).

Politique monétaire

La rémunération des réserves des plus grandes banques commerciales auprès de la Banque d'Angleterre a [atteint](#) plus de 9 Md£ en 2023, en hausse de 135% par rapport à 2022. NatWest, Barclays, Lloyds et Santander ont collectivement perçu 9,23 Md£ au titre des intérêts reçus sur leurs dépôts auprès de la Banque d'Angleterre. Cette forte hausse reflète l'effet de la hausse du taux directeur, taux auquel sont rémunérées les réserves, en période de politique monétaire non conventionnelle ayant considérablement accru le montant total de réserves. Du fait de l'indemnité accordée à la Banque d'Angleterre pour son déploiement du *quantitative easing* en 2009, ces montants sont en fait couverts par le Trésor britannique.

En amont de la prochaine décision de politique monétaire ce 9 mai, **le Comité de politique monétaire (CPM) [devrait](#) annoncer un maintien du taux directeur à 5,25%**. Alors que l'inflation continue de diminuer, des signes de persistance dans les services et un niveau de tension encore élevé sur le marché du travail devraient inciter le CPM à laisser le taux directeur inchangé. Les marchés s'attendent à une première baisse du taux en septembre.

Actualités commerce & investissement

Commerce

L'agence de crédit export britannique (UKEF) publie son plan de développement pour la période 2024-2029. UKEF a présenté son [plan](#) de développement pour la période 2024-2029, articulé autour de [cinq priorités](#) stratégiques : soutien aux exportations,

croissance des PME grâce à leur développement international, commerce inclusif, soutien à la croissance durable et à la transition, et impact positif pour les pays en développement. Au titre du soutien aux exportations, l'agence prévoit d'aider les entreprises britanniques à remporter un total de 12,5Md£ de contrats d'exportations d'ici 2029, notamment dans le secteur de la croissance durable, et de participer activement au renforcement de leurs capacités d'exportation. A l'échelle nationale, UKEF souhaite maintenir ses efforts à l'égard des territoires situés en dehors de Londres. Concernant les marchés visés, l'agence prévoit de mobiliser 10Md£ à destination des pays à faibles et moyens revenus. En marge de cette publication, l'agence a également mis à jour sa [stratégie](#) de durabilité.

L'agence de crédit-export britannique (UKEF) apporte pour la première fois son soutien au démantèlement d'installations pétrolières offshores. Par le biais d'une garantie fournie à la société brésilienne Ocyan pour l'achat d'équipements auprès d'une entreprise écossaise, UKEF apporte son [concours](#) au démantèlement d'activités d'installations pétrolières et gazières offshores au large du Brésil.

Attractivité et investissement

Le groupe japonais Softbank a annoncé un [investissement](#) de 1Md\$ dans la start-up britannique Wayve pour développer des véhicules autonomes au Royaume-Uni. Grace à cette levée de fonds, à laquelle Nvidia et Microsoft ont également contribué, l'entreprise britannique souhaite développer un véhicule autonome piloté par intelligence artificielle. Le gouvernement a profité de cette annonce pour souligner l'environnement réglementaire (code de bonnes pratiques, Automated Vehicles Bill) ainsi que le dynamisme de l'écosystème de l'intelligence artificielle au Royaume-Uni.

La part britannique des projets d'investissement étrangers en Europe augmente légèrement selon le dernier rapport sur l'attractivité du Royaume-Uni publié par Ernst and Young. Bien que la France continue de dominer le marché européen des investissements directs étrangers (IDE) en nombre de projets, les [parts](#) de marché britanniques augmentent (17,3% en 2023 contre 15,6% l'année précédente), plaçant le pays en deuxième position devant l'Allemagne. Ce dynamisme au Royaume-Uni est notamment porté par les investissements dans le secteur de la technologie (+9% par rapport à 2022) ainsi que des services aux entreprises (+31%). Le pays conforte également son positionnement attractif pour les nouveaux projets. A contrario, les projets d'investissement dans les activités de R&D et la production industrielle sont en repli. Le cabinet de conseil alerte toutefois sur la confiance globale des investisseurs dans l'attractivité britannique, en déclin par rapport à l'année dernière.

Sanctions

Le Royaume-Uni adopte des sanctions à l'égard des groupes extrémistes impliqués dans les violences commises en Cisjordanie à l'encontre des populations palestiniennes. Les [désignations](#) concernent deux groupes extrémistes nationalistes israéliens ainsi que quatre individus impliqués dans des abus de droits humains dans les territoires occupés de Cisjordanie.

Actualités financières

Réglementation financière

Le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt est [intervenu](#) dans le débat autour du projet de réglementation « *name and shame* » de l'autorité des marchés financiers britannique (FCA). La FCA étudie la possibilité de rendre publics les noms des entreprises faisant l'objet d'une enquête, de manière plus précoce et plus fréquente, ce qui a suscité de vives réactions de la place. Celle-ci s'inquiète des coûts réputationnels et financiers d'une telle pratique, alors même que les enquêtes peuvent prendre de nombreuses années et n'aboutir à aucune condamnation. J. Hunt s'est également positionné contre ce projet de la FCA en déclarant que l'autorité devait revoir sa position qui va à l'encontre du second objectif de croissance et de compétitivité du secteur financier qui lui a été confié. L'autorité a répondu qu'elle serait très attentive aux réponses obtenues à sa consultation, y compris celle du gouvernement, dans la suite de ses travaux en la matière. Si les médias parlent d'une ingérence sans précédent, cet épisode illustre selon eux la dégradation des relations entre le gouvernement et le régulateur depuis le Brexit.

Le président de la FCA, Nikhil Rathi n'est pas [convaincu](#) que le *private equity* représente un risque financier systémique, ce qui va à l'encontre des inquiétudes formulées par la Banque d'Angleterre (BoE). Dans une interview avec le FT, il a affirmé qu'il était impératif de dresser un état des lieux précis des activités liées au *private equity* avant de procéder à toute modification réglementaire, tout en reconnaissant que le secteur était propice à des structurations impliquant un recours massif à la dette. Pour rappel, la FCA conduit actuellement une évaluation des pratiques de valorisation des actifs non-cotés, y compris ceux détenus par les fonds de *private equity*.

Le Trésor britannique (HMT) et la FCA [publient](#) conjointement le calendrier de l'entrée en vigueur du *Overseas Funds Regime* (OFR), régissant la commercialisation de fonds UCITS européens au Royaume-Uni. Ce régime a vocation à remplacer l'autorisation de commercialisation temporaire accordée aux produits financiers européens post-Brexit. En janvier 2024, le gouvernement a accordé dans le cadre de l'OFR une décision d'équivalence aux Etats de l'Espace Economique Européen en matière de fonds UCITS (à l'exception des fonds monétaires). Si le gouvernement avait annoncé à cette occasion ne pas vouloir imposer d'exigences supplémentaires aux fonds étrangers commercialisés aux clients britanniques, il prévoit désormais de conduire une consultation sur l'opportunité de leur étendre l'application du régime « finance durable » (SDR) et de ses labels d'investissements. Le document publié détaille les prochaines étapes de la mise en œuvre du régime OFR.

L'autorité de contrôle prudentiel (PRA) a publié un [policy statement](#) détaillant les règles relatives à la titrisation qui vont remplacer la réglementation héritée de l'UE. Le document publié inclut le nouveau chapitre du règlement général de la PRA dédié à la titrisation ainsi que les amendements apportés en conséquence aux chapitres sur les exigences de liquidité et de capitaux réglementaires pour les prêts non performants. Le document prévoit une période de mise en œuvre de 6 mois. En parallèle, la FCA a également publié ses nouvelles règles concernant la titrisation, tandis que le HMT a publié la version finale du texte fixant le cadre réglementaire général pour la titrisation. Ensemble, ce corpus qui, entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2024,

représente les « *Securitisations regulations 2024* » qui remplacent le « *UK Securitisation Regime* », retenu temporairement après le Brexit. Ce nouveau régime apparaît comme assez neutre d'un point de vue réglementaire en ce qu'il vise principalement à répliquer la version européenne du texte. Il l'amende toutefois à la marge pour alléger les exigences de due diligence, redéfinir le « *sole purpose test* » et faciliter la titrisation de prêts non performants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr